

Contre la résignation, l'action !

n°69
Avril 2026

Tout le monde l'aura bien compris : maintenant que les élections municipales sont passées, c'est parti pour une année de feuilleton sur les présidentielles. Si l'on peut compter sur les médias pour nous abreuver de polémiques, force est de constater que celles-ci font partie intégrante des stratégies politiques des un·es et des autres, aussi bien pour discréditer ses adversaires que pour faire parler de soi. Pendant ce temps, l'extrême-droite et ses idées continuent de progresser. Si le RN ne remporte pas de victoires éclatantes, il améliore ses scores un peu partout et rares sont les médias qui ne tiennent pas déjà pour acquise la première place de Le Pen ou Bardella au 1^{er} tour des présidentielles.

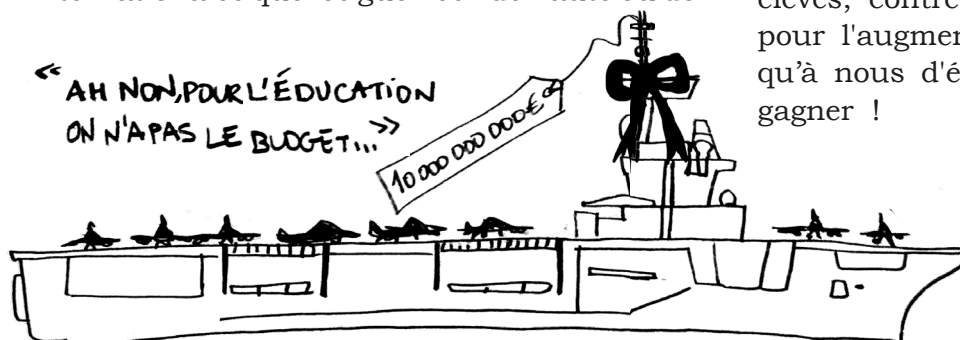
Dans cette période marquée par une perte de repères, notre rôle en tant qu'organisation syndicale est central pour lutter contre le sentiment d'impuissance croissant, qu'illustre l'augmentation continue de l'abstention élection après élection. Car, même si le président et le gouvernement sont fragilisés, les intérêts des salarié·es continuent d'être attaqués. On l'a vu à travers le budget 2026, l'Etat s'engage dans la course mondiale à l'armement. Encore récemment, Macron a annoncé l'augmentation de l'arsenal nucléaire et la construction d'un nouveau porte-avions. Tout prétexte est bon pour plonger dans la surenchère guerrière, aussi bien les changements d'alliances internationales que les guerres « de haute ou de

basse intensité », validant par là l'idée absurde de garantir la paix ou « d'apporter la démocratie » par la guerre.

Dans le même temps, dans l'Education nationale, nous subissons les conséquences du budget 2026, notamment par le maintien du gel du point d'indice malgré l'inflation qui s'accroît et par les suppressions de postes. Dans notre département, le projet de carte scolaire de la DSDEN prévoit 100 postes en moins dans le 1^{er} degré. Dans le 2nd degré, ce sont 55 postes en moins. Les lycées sont particulièrement touchés : malgré 340 élèves en plus dans les prévisions 2026, 450 heures-postes sont retirées. Depuis février, des établissements du département se mobilisent contre les pertes de DHG, à Gennevilliers, Nanterre, Colombes, Rueil... Dans le 1^{er} degré, la CGT Educ'action s'oppose, avec les autres organisations syndicales, au projet de refonte du remplacement. Après avoir démarré dans les écoles REP+, menacées de perdre leurs brigades spécifiques, la mobilisation contre ce projet s'est étendue. Ainsi, le 24 mars, les rassemblements organisés dans une dizaine de circonscriptions ont été bien suivis.

La journée de grève du 31 mars dans l'Education a été une première étape, à l'échelle nationale, de convergence des mobilisations pour l'amélioration des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des élèves, contre les suppressions de postes et pour l'augmentation des salaires. Il ne tient qu'à nous d'élever le rapport de forces pour gagner !

Maxime Pouvreau, secrétaire général
Illustration : Lo Conche



Dans le 92 comme ailleurs, les moyens ne suivent pas les besoins

Dans le 1^{er} degré, halte à la suppression massive des postes !

Comme chaque année, le ministère justifie les baisses de moyens et suppressions de poste par la baisse démographique. Il lui semble toujours invraisemblable de profiter de cette baisse pour améliorer les conditions d'apprentissage et de travail. Ainsi, avec 101 suppressions de postes dans le 92, la baisse moyenne des effectifs n'atteint même pas -0,2 élève par classe. Et cette baisse n'est même pas visible sur tout le territoire !

Par exemple, la ville de Villeneuve-la-Garenne, entièrement constituée d'établissements REP, voit son nombre d'élèves par classes légèrement augmenter pour la rentrée prochaine. Pire, si l'on regarde sa moyenne d'élèves par classes non dédoublées, elle se situe au niveau voire au-delà de villes avec un profil bien plus favorisé.

Les écoles du groupe Ambroise Paré à Colombes et les maternelles des Agnettes à Gennevilliers, au profil REP+ mais sans le statut, ne sont pas beaucoup mieux loties. De plus, dans ces écoles, la décharge à 100% des directions est indispensable. Nous ne pouvons pas accepter une telle inéquité de traitement !

Enfin, les incertitudes liées à la refonte du remplacement font craindre le pire pour l'année scolaire prochaine et les créations de postes pour l'école inclusive sont bien loin des besoins, puisqu'elles ne concernent que le déploiement des PAS. Encore une fois, cette carte scolaire ne répond pas aux besoins réels du terrain !

Dans le 2nd degré, l'étau se resserre

Alors qu'on annonce toujours plus de dépenses militaires, le budget de l'éducation, lui, continue de baisser. Au-delà des chiffres, les DHG en berne ont des conséquences bien réelles sur les conditions de travail et l'organisation des établissements. Des postes supprimés par effet de seuil à quelques élèves près seront peut-être finalement nécessaires en juin, mais les collègues concerné·es auront déjà été contraint·es de participer au mouvement. La DSDEN tente d'adoucir le bilan en distinguant les fermetures de postes occupés et vacants. Fermer des postes inoccupés restent une façon de récupérer des moyens, sans s'interroger

sur les raisons de ces chaises vides dans nos établissements. En attendant, l'écart entre heure-poste et heures supplémentaires se creuse.

De plus, la compression constante des heures années après années montent les collègues et les disciplines les unes contre les autres et affaiblissent les collectifs de travail. Le plan « Collège en progrès » par exemple, qui met encore une fois en avant les savoirs fondamentaux, accentuent la différence de traitement entre les matières. Quand il faut fermer des demi-groupes, renoncer à des dispositifs et options, il devient difficile de maintenir des débats apaisés, d'où la revendication de la CGT Educ' de flécher des heures pour les dédoublements. Il faut œuvrer autant que possible pour des concertations collectives sur la répartition des moyens et pour le respect de la démocratie interne des établissements. Et continuer de se mobiliser et de réclamer des moyens à la hauteur des besoins.

En lycée pro, toujours plus de bricolage

Dans les lycées professionnels, le parcours différencié dit « en Y » a entraîné un décrochage scolaire massif. Le ministère refuse toujours de reconnaître cet échec et tente de sauver ce qui peut l'être pour la rentrée 2026 : il sera renommé « parcours personnalisé » et réduit à deux semaines séables de PFMP gratifiées. Alors que l'objectif affiché par Macron était d'augmenter de 50% la durée des PFMP, cette nouvelle organisation va entraîner une diminution de cette durée de deux semaines.

Des pans entiers des précédentes réformes sont en cours de déploiement : expérimentation ProFan s'attaquant à la liberté pédagogique des enseignant·es et menaçant d'en faire de simples répétiteur·trices de séquences pensées pour les entreprises locales, fermeture de sections dans des filières dites « non insérantes », ateliers « Avenir Pro » organisés par France Travail dans les lycées au détriment du temps scolaire, accompagnement « Ambition Emploi » pour prolonger le statut scolaire des élèves et leur imposant de signer un contrat d'engagement jeune. Tout pour en faire de la main d'œuvre bon marché au mépris de leur formation.

Féminisme

Un combat quotidien

Dimanche 8 mars, il y avait énormément de monde dans la rue lors de la manifestation parisienne pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. L'organisation concertée de la manifestation par les organisations féministes et syndicales nous a permis de défiler jusqu'au bout, contrairement au 22 novembre.

Cela a aussi permis qu'aucun groupe d'extrême droite ne défile avec nous, ce qui est une victoire. Il nous faut réaffirmer que l'extrême droite n'est pas et ne sera jamais notre alliée ni l'alliée de la cause féministe, que les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ seront mis en péril si elle accède au pouvoir. Cependant, la lutte féministe va au-delà de combattre les idées réactionnaires et patriarcales, car l'idée perdure que l'égalité femmes/hommes serait atteinte en France, que les discriminations n'existeraient qu'à l'étranger. Il n'en est rien : chaque année on continue de décompter les féminicides et de constater l'impunité des agresseurs. Les femmes gagnent toujours moins que les hommes - 10,5% d'écart dans la Fonction Publique par exemple.

Les idées féministes ne sont pas si acquises et admises que l'on aimerait le croire, y compris dans notre propre camp. La parole des femmes continue d'être remise en question et les biais et réflexes sexistes ont la vie dure.

C'est pourquoi, même s'il est indispensable d'investir massivement les dates comme le 25 novembre ou le 8 mars, qui doivent être rassembleuses, l'égalité, ça se manifeste et ça se gagne tous les jours. Comme le disait Simone de Beauvoir, "Rien n'est jamais définitivement acquis. Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Votre vie durant, vous devrez rester vigilantes."

Dans notre syndicat et notre champ professionnel, nous venons de valider au CNU (Conseil National de l'Union) les repères revendicatifs sur l'égalité femmes/hommes

étudiés et amendés par le syndicat en conseil syndical en février. C'est la première fois que notre syndicat national se dote de repères sur la question de l'égalité, qui explicitent notre engagement pour une École émancipatrice pour toutes et tous, contre les VSS et pour une égalité réelle. Ces repères se déclinent en trois grandes parties : la lutte pour l'égalité professionnelle dans l'EN, la lutte contre les VSS et leur prévention, et le rôle de l'éducation pour lutter contre les inégalités de genre et toute forme de discrimination.



La CGT Educ'Action revendique entre autre une égalité effective des rémunérations, y compris en luttant contre les inégalités liées aux primes et avancements de carrière ; une réelle prise en charge des VSS au sein de l'école, pour les élèves comme pour les personnels, sans minimisation des faits, et appelle à faire du 25 novembre une journée de grève féministe au même titre que le 8 mars ; moyens et formation pour que tous les personnels oeuvrent à lutter contre les stéréotypes et discriminations sexistes et pour que l'école soit un lieu permettant l'épanouissement et le bien-être de tous·tes les élèves.

À nous de mettre ce document en œuvre en ouvrant ces discussions et en agissant dans nos établissements, écoles, services et instances, dans nos mobilisations et nos luttes.

*Amal Navailh Hamza, secrétaire de section
Lycée Jacques Prévert, Boulogne-Billancourt
Lo Conche, secrétaire général·e*

RESF

Situations préoccupantes de jeunes scolarisé·es mis·es à la rue

RESF a alerté la CGT Educ 92 sur la mise à la rue effective ou prochaine de six jeunes scolarisé·es dans des lycées professionnels du 92 : Santos Dumont de Saint-Cloud, Balavoine de Bois-Colombes, Monnet de Montrouge, l'Observatoire de Meudon.

Une situation inhumaine et inacceptable ! Ces six jeunes ont pu être repéré·es. Combien sont-ils en réalité ?

Les expériences du passé nous ont montré que sans la mobilisation des personnels, des familles, des syndicats, des associations au sein d'établissements aucune solution de mise à l'abri n'aurait été trouvée, comme pour le jeune en 3^e au collège Doucet de Nanterre pour lequel une place en internat avait pu être trouvée suite à la mobilisation en avril 2025, ainsi qu'un hébergement adapté en dehors du temps scolaire.

Car si un hébergement en internat peut être une première solution, quid des week-ends et des vacances où les internats scolaires ferment ? Sachant qu'en Ile-de-France, les places en internat sont rares, en particulier en lycée professionnel !

**Pétition à signer
sur le site de RESF**



La DSDEN 92 semble avoir récemment trouvé une solution d'internat pour l'un de ces six jeunes avec l'aide du 95. Et c'est tant mieux ! Mais cela reste insuffisant. Les jeunes MNA continuent à vivre avec cette angoisse d'être mis·es à la rue (et d'être descolarisé·es) avec la complicité de l'ASE et de la Préfecture.

La CGT Educ 92 doit continuer, aux côtés de RESF, à mettre la pression afin que des solutions décentes soient possibles pour ces jeunes et que leurs droits soient respectés : une place à l'Ecole, un hébergement la semaine d'école, le week-end et les vacances pour toutes et tous !

Avec plusieurs associations et des élu·es, la CGT Educ 92 s'est également mobilisée le 13 mars devant la Préfecture des Hauts-de-Seine pour défendre les droits des travailleur·ses et leur régularisation.

Géraldine Cahors, Psychologue E.N.

Calendrier

Mardi 12 mai	Journée d'étude Sécurité Sociale
Lundi 15 juin	Formation 1 ^{er} degré
Jeudi 18 juin	CSD n°5
Mardi 23 juin	Formation Pédagogie féministe

**Syndiquez
vous !**



Sur le web

Site académique

cgteduc-versailles.fr

Site départemental

92.cgteduc.fr



Nos permanences syndicales à Nanterre

Mercredi

14h - 17h

Vendredi

9h - 12h

14h - 17h

(il est préférable de prendre rendez-vous ou d'appeler avant de venir)

Nous contacter

CGT Educ'action 92

87 rue Pierre Curie

92000 NANTERRE

06 31 33 47 55

06 85 38 61 30

1^{er} degré - 06 40 58 25 46

2nd degré - 06 38 79 32 38

@ cgteduc92@gmail.com